



Sections de la Vienne

Inacceptable

Les salariés ne sont pas responsables de la crise économique. Ce n'est pas à eux d'en payer les conséquences. Lorsque les entreprises font des profits se sont les actionnaires qui récoltent les dividendes. Par contre, lorsque l'activité est en baisse ce serait à l'ensemble des salariés de payer. C'est inacceptable.

Emploi : inacceptable

Ce sont 40 000 chômeurs de plus tous les mois. La sous-traitance et l'intérim sont durement frappés. Le gouvernement en supprimant 30 000 emplois de fonctionnaires, va aggraver la situation en empêchant 30 000 jeunes de réussir aux concours. La situation se dégrade très vite et le pire est devant nous.

Salaire : inacceptable

Dans le privé comme dans le public, les salaires sont bloqués depuis de nombreuses années. Pour les fonctionnaires, la perte est évaluée à près de 10% depuis 2000. La GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) n'a concerné que 8 % des fonctionnaires.

Service public : inacceptable

Les services ferment les uns après les autres : poste, classe, Trésorerie, hôpitaux, tribunaux. L'ex DGI est également concernée avec la concentrations de certaines missions dans les chefs lieu des départements (enregistrement, fiscalité immobilière...). La création de la DGFIP freine la fermeture de Trésoreries pour l'instant dans la Vienne mais les suppressions d'emplois continuent et condamnent à terme, bon nombre d'entre elles.

Ce n'est pas innéluctable

Les diverses mesures prises par le gouvernement sont les mêmes que celles qui nous ont conduit à la crise (exonération de charges, cadeaux fiscaux, précarisation du travail...). A part distribuer de l'argent aux banques et aux grandes entreprises, elles ne font que préparer la... prochaine crise.

- Augmenter les salaires, est la seule mesure socialement juste qui permettrait, pour faire face aux dépenses élémentaires, de relancer la consommation.
- Développer les services publics en zone rurale comme dans les quartiers est un facteur de cohésion sociale et d'égalité de traitement des citoyens. La poste ne doit pas être privatisée et les moyens à l'hôpital public doivent être améliorés. Pour la DGFIP il faut en finir avec les suppressions d'emplois qui remettent en cause les missions et les conditions de travail des personnels.
- Il ne faut pas supprimer les 30 000 emplois prévus pour 2009. Les licenciements dans les entreprises qui font des profits n'est pas tolérable.

Tous ensemble

Le 29 janvier, l'ensemble des organisations syndicales appellent à une journée d'actions, de grèves et de manifestations l'ensemble des salariés, du public comme du privé. Après les diverses journées de mobilisation de 2007/2008, il y a urgence à se retrouver tous au coude à coude. Les confédérations se retrouvent le 2 février pour faire le bilan du 29. Il faut débattre des suites que nous voulons donner à cette journée de mobilisation.

Et pour bien commencer l'année rejoignez la CGT à la DGFIP.

Le 29 janvier toutes et tous en grève

Manifestation à 14h00 promenade des cours à Poitiers

cortège commun pour la DGFIP